

### Compétences visées

# Comprendre une situation professionnelle au regard de :

- L'histoire de la laïcité
- La philosophie de la laïcité
- Le régime juridique de la laïcité, de la liberté de religion et de ses restrictions possibles
- Le contexte social de la situation professionnelle

# Analyser une situation avec des dimensions religieuses :

- A partir d'une connaissance interne des religions et de leurs acteurs
- A partir d'une connaissance de la place des religions dans les espaces concernés
- A partir d'une connaissance sociologique des pratiques religieuses

# Traiter des questions en lien avec la religion :

- Sans avoir à rentrer dans le discours religieux (notions de sécurité, d'hygiène, de service public, d'ordre public, de neutralité, de bon fonctionnement de la structure...)
- En s'appuyant sur le cadre juridique de la laïcité, de la liberté de religion et de ses restrictions possibles
- En mobilisant éventuellement un ensemble d'acteu être concernés (acteurs de santé, sportifs, culturels, éducatifs, syndicaux, économiques...)

# Accompagner un public sur la laïcité et la gestion des faits religieux:

- Dans le cadre autorisé par le contexte professionnel (éducatif, préventif, administratif, policier...)
- Dans les dimensions autres que religieuses mais pouvant être reliées à elles (sociales, économiques, administratives...), dans le sens d'une approche globale du public

Le DU ou Diplôme Universitaire constitue une spécialisation dans un domaine professionnel précis. Il complète un cursus universitaire ou consolide des compétences métier dans le cadre de la formation continue

Attention, ce n'est pas un diplôme national (de type licence, master...) : il n'est pas délivré par le ministère de l'Enseignement Supérieur mais directement par l'université.

Le niveau du diplôme, les conditions d'accès et la durée des étudesvarient en fonction de l'objectif du DU.







En partenariat avec







Numéro RS: 6489 Codes NSF: 120: Spécialités pluridisciplinaires, sciences humaines et droit 127: Philosophie, éthique et théologie

Date d'enregistrement : 21-12-2023 Date d'échéance : 21-12-2027

128: Droit, sciences politiques

IUT Nord Franche-Comté 19 avenue du Maréchal Juin - BP 527 90016 Belfort cedex France

ut-nfc@univ-fcomte.fr

> site universitaire Belfort

> contact pédagogique tél. 03 84 58 76 06 / 06 13 33 29 58 guillaume.jehannin@univ-fcomte.fr

- > coût de la formation: 800 euros finançable par la formation continue
- > Service Formation Continue et Alternance - SeFoC'Al sefocal@univ-fcomte.fr tél. 03 81 66 61 21

# Laïcité et République laïcité, religions, citoyenneté DIPLÔME D'UNIVERSITÉ

- Formation « laïcité, religion et citoyenneté » reconnue par France Compétences www.francecompetences.fr/recherche/rs/6489/
- Formation reconnue par le Ministère de l'Intérieur

L'objectif de la formation est de permettre un approfondissement transdisciplinaire de la laïcité et de la gestion des faits religieux afin de comprendre les principes sur lesquels doit reposer la résolution de cas concrets rencontrés dans la vie professionnelle.

En effet, l'expérience aujourd'hui acquises dans les formations sur la laïcité fait émerger la nécessité d'avoir une approche plurielle des situations étudiées afin de permettre non seulement une bonne gestion des faits religieux et la mise en œuvre de la laïcité dans des contextes professionnels différents, mais aussi un accompagnementadapté et approprié des publics dans ce cadre.





# EUKUPL E ÉTAT RESPONSABILITÉ E MINISTÈRE GOUVERNEMENT LIBERTÉ E CONSTITUTION E CONSTITUTION

S NATIONALITÉ DE DEBAT DROIT

Diplôme d'Université

# Laïcité et République

laïcité, religions, citoyenneté

## 130 heures, soit 10 sessions de deux jours (les mercredi et jeudi de chaque fin de mois, de septembre 2024 à juin 2025)

### Publics

- Agents publics, ou assimilés, qu'ils soient personnels d'encadrement, enseignants, animateurs socio-éducatifs, personnels hospitaliers, aumôniers ou agents des collectivités territoriales.
- Salariés des associations et d'entreprises du secteur marchand s'inscrivant pour certaines dans le cadre de l'économie sociale et solidaire, attachés au principe de laïcité et à la lutte contre les discriminations, et dont ils sont également les acteurs.
- Toute personne intéressée par le sujet, dès lors qu'ils s'interrogent les fondements et pratiques professionnelles de la laïcité et de la gestion des faits religieux.
- Personnels chargés de mission de service public.

### Coût et financement

- Coût de 800 euros
- Les aumoniers ou toutes personnes investies dans le culte musulman peuvent bénéficier d'une aide à hauteur de 700 euros pour le financement de cette formation de la part de la Fondation de l'Islam de France (FIF).
- La formation du Diplôme d'Université laïcité et République peut être, à partir de septembre 2024, financée dans le cadre du Compte personnel de formation (CPF).

Le CPF couvre les frais de formation à hauteur de 625  $\in$ . Les droits d'inscription (175  $\in$ )

Les droits d'inscription (1/5 €) sont à la charge de l'étudiant ou de la structure qui l'envoie.

Ouverture du DU sous condition d'inscriptions suffisantes d'étudiants.

### Organisation de la formation

UE 1 Histoire, et Philosophie de la laïcité (30h au total)

- Histoire de la laïcité (10h)
- Philosophie de la laïcité (10h)
- Ateliers philosophiques autour de la laïcité (10h)

L'objectif de l'UE1 est de permettre de comprendre comment des principes (ici la laïcité) trouvent leur enracinement dans une histoire, aboutissant à des configurations culturelles particulières donnant place à des pratiques.

Le cas de la laïcité en France est bien dans cette interaction entre principes, histoire et culture. Les ateliers philosophiques essayeront de décliner ces articulations par des exercices d'appropriation concrets de la laïcité. UE 2 Connaissance des religions, de l'athéisme et de l'agnosticisme (20h au total)

- Socio-anthropologie des religions (10h)
- La laïcité, religions, immigration (4h)
- Le paganisme, l'athéisme, l'agnosticisme (6h)

L'objectif de l'UE2 est d'aborder la spécificité des religions comme regard sur le monde et sur l'homme, à partir de contextes sociaux (anthropologie), géo-historiques (athéisme, paganisme, agnosticisme), mais aussi à partir de réflexion sur ce que peut être l'acte de foi, grâce à des intervenants issus des communautés religieuses concernées en France par la laicité, appartenant au Groupe inter-religieux de Belfort-Montbéliard.

Conférences en plus, ouvertes à tous, en lien avec Trajectoire Ressources, sur l'actualité de la laïcité (16h)

### Dates de formation (10 séances)

. 25 et 26/09/24	. 19 et 20/02/25
. 23 et 24/10/24	. 26 et 27/03/25
. 27 et 28/11/24	. 16 et 17/04/25
. 18 et 19/12/24	. 21 et 22/05/25
. 29 et 30/01/25	. 04 et 05/06/25

UE 3 Droit de la laïcité (50h au total)

- Présentation des institutions françaises dans le cadre de la République (12h)
- Présentation de la logique générale de l'architecture juridique de la laïcité (12h)
- Présentation des grands textes et principes juridiques appliqués à quelques situations concrètes (16h)
- Présentation comparative des contextes juridiques à l'étranger reliant les problématiques juridiques aux problématiques culturelles (4h)
- Droit des cultes (6h)

L'objectif de l'UE3 est de permettre de passer de la phase 1 (UE 1 et UE 2 de compréhension des religions et des principes de laïcité) à la phase 2 de la formation (UE 3 et UE 4) visant à rentrer dans les applications de celles-ci, dans le champ juridique et celui professionnel.

A partir d'une présentation générale de l'architecture générale juridique de la laïcité, un travail de déclinaison sera fait dans des situations professionnelles variées, pour ensuite comparer ces situations avec des « régimes juridiques étrangers de la laïcité » afin de mieux comprendre les enjeux interculturels de celle-ci. UE 4 Etudes de cas (30h)

- Méthodologie de l'accompagnement à la laïcité (10h)
- Ecole, collège, Lycée, Université (4h)
- Secteur socio-éducatif et travail social (4 h)
- Les insititutions fermées : armées, hôpital, prisons (8h)
- Sport (4h)

L'objectif de l'UE4 est d'aborder des cas pratiques en s'interrogeant sur les manières les plus adaptées d'y répondre dans le cadre de la loi, dans une perspective parallèle d'accompagnement des publics et dans la perspective de mises en œuvre de dynamiques territoriales et partenariales dans ce champs (acteurs politiques, associatifs, éducatifs, policiers, juri-diques...).

L'idée est, après la formation dans le cadre du DU de continuer à travailler dans des contextes de territoires avec les acteurs formés